L’Autorité palestinienne se débat face à une grogne sociale croissante - AFP

10 septembre 2012

L’Autorité palestinienne tente de juguler la grogne sociale en Cisjordanie, qui entrait lundi dans sa deuxième semaine, étudiant des mesures pour contenir la hausse des prix et la révision des relations économiques avec Israël.

Les transports publics étaient en grève et les principaux accès aux villes barrés par des manifestants, au moyen de rochers à Hébron (sud) de camions à Bethléem (sud) et Naplouse (nord), ou de pneus incendiés, comme autour de Ramallah, siège de la présidence et du gouvernement palestiniens.

En conséquence, des milliers de Palestiniens se trouvaient obligés de se rendre à pied au travail ou à l’école.

A Hébron, une partie des quelque 2.000 manifestants ont endommagé des véhicules et le siège de la municipalité et lancé des pierres sur la police qui tentait de les disperser, a constaté un photographe de l’AFP.

Un haut responsable gouvernemental israélien a jugé lundi « pas sérieuse » la demande annoncée la veille par le ministre palestinien des Affaires civiles Hussein al-Cheikh qui a saisi le « gouvernement israélien par l’intermédiaire du ministère de la Défense » d’une demande de réouverture du protocole de Paris régissant les relations économiques bilatérales.

« S’ils veulent rouvrir le protocole de Paris, un accord international, ils auraient dû déposer leur demande auprès du ministère des Affaires étrangères, ou auprès du ministère des Finances, ou tout simplement auprès du bureau du Premier ministre », a déclaré ce responsable à l’AFP sous le couvert de l’anonymat.

« Ils ont déposé cette demande uniquement pour pouvoir dire à leur peuple qu’ils l’ont fait : +Vous voyez, nous avons fait quelque chose et maintenant les Israéliens s’opposent à notre initiative et tout est de leur faute+ », a-t-il poursuivi.

Le litre d’essence bondit d’un tiers

Signé le 29 avril 1994 à Paris, après les accords d’autonomie d’Oslo (1993), ce « protocole économique sur les relations économiques entre Israël et l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) » accorde une liberté économique limitée aux Palestiniens.

Il prévoit notamment la rétrocession par Israël des taxes qu’il perçoit pour le compte de l’Autorité palestinienne et interdit que les prix du carburant en zone autonome soient inférieurs de plus de 15% à

ceux pratiqués en Israël.

Conséquence de cette indexation, à la suite de l'augmentation des prix en Israël, le litre d'essence a bondi d'un tiers en deux mois, de 6 à 8 shekels (d'1,18 à 1,57 euros).

Le Fatah, mouvement du président palestinien Mahmoud Abbas, attribue dans un communiqué publié lundi la crise actuelle à « la décision israélienne d'augmenter le prix du carburant ».

« Une telle hausse est peut-être encore supportable pour la prospère économie israélienne qui accorde un salaire mensuel minimum de 4.300 shekels (850 euros) mais pas pour les Palestiniens, dont le salaire mensuel minimum est d'environ 1.600 shekels (315 euros) », affirme le Fatah.

Un porte-parole du Hamas à Gaza, gouvernée par le mouvement islamiste, Fawzi Barhoum, a déclaré à l'AFP que ce mécontentement était « une réaction naturelle au comportement de l'Autorité et le résultat de son échec politique et économique et de la situation de répression sécuritaire et des libertés en Cisjordanie ».

Dimanche soir, le Premier ministre Salam Fayyad et ses ministres compétents en la matière ont rencontré pendant quatre heures une centaine de représentants du secteur privé et de la société civile, notamment des syndicalistes et des enseignants, pour discuter de cette crise.

Les participants ont recommandé une réduction des prix de certaines denrées et le versement des salaires à temps. Ces recommandations seront soumises mardi au Conseil des ministres hebdomadaire.

Lire aussi : http://www.lepoint.fr/monde/l-autor...

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > ARCHIVES >
- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/L-Autorite-palestinienne-se-debat-face-a-une-grogne-sociale-croissante-AFP